

## Compte rendu du colloque

### « Le Mai 68 des historiens. Entre identités narratives et histoire orale ».

Par

Marie LAPERDRIX  
Ecole nationale des Chartes

Ce colloque, conçu et organisé par Agnès Callu (ENC/CNRS-IHTP), sous le haut parrainage du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et sous les tutelles de du Collège de France, de l'Ecole nationale des chartes (ENC), du CNRS - Institut d'histoire du temps présent (IHTP) et de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), s'est tenu les 23 et 24 octobre 2008 au Collège de France.

Le colloque s'est ouvert le jeudi 23 octobre avec l'intervention de Michel Zink, membre de l'Institut, vice-administrateur du Collège de France, qui a rappelé l'importance et la nécessité d'organiser un colloque pour confronter l'analyse des historiens sur Mai 68 avec leur « vécu » des événements. Jacques Berlioz, directeur de l'Ecole nationale des chartes, a souligné que ce colloque était l'aboutissement d'un séminaire de recherche sur l'histoire orale qui s'était déroulé entre 2003 et 2007 à l'Ecole nationale des chartes sous la direction d'Agnès Callu. Ce colloque s'inscrit dans un projet plus vaste d'analyse globale de la posture des intellectuels entre 1945 et 1975 mené par Agnès Callu. Après l'intervention de Jean-Michel Rodes, excusant l'absence d'Emmanuel Hoog, président directeur général de l'INA, Christian Ingrao, directeur de l'IHTP, remarque l'extrême dynamisme de l'équipe de jeunes chercheurs accueillie par l'IHTP de 2006 à 2008 et conduite par Agnès Callu : il note le caractère innovant de ce projet scientifique, pluridisciplinaire et symbolisant par son usage critique de l'histoire orale, l'une des caractéristiques de l'histoire du temps présent.

La première table ronde du colloque a été consacrée à la définition de l'objet 68 allant du corpus analysé jusqu'à son exploitation historique. Henry Rousso, directeur de recherche au CNRS, président de la séance, s'est interrogé sur la façon dont 68 a pu modifier les champs historiques de l'histoire. En tant que « grand témoin », Daniel Roche, professeur émérite au Collège de France, a posé la question du choix des témoins pour la constitution du corpus analysé. Il s'est enthousiasmé devant la volonté d'objectivation face à l'histoire-68 et pour cette ouverture de perspective détachée de la pensée *post-68*. La première intervention d'Agnès Callu, au format d'une introduction, a mis l'accent sur les problématiques et sur les perspectives du colloque. Peut-on s'autoriser quarante ans après Mai 68 et six mois après les célébrations de son anniversaire à parler de l'objet 68 ? La commémoration correspond à la fin du séminaire de l'Ecole nationale des chartes et n'est en aucune façon une composante de sa réflexion. Le corpus étudié est composé d'une cinquantaine de personnalités, presque tous des historiens. Deux groupes privilégiés (les chartistes et les universitaires/normaliens de la génération 1922-1935) sont désignés à l'étude qui repose conjointement sur des analyses issues de l'histoire culturelle et de l'histoire orale. Après cette exposition des cadres d'exploitation et des méthodes d'investigation, Benoît Corvez (EHESS) et Anne-Sophie Lechevallier (EHESS) sont intervenus sur la question de *la verbalisation de 68 dans la doxa intellectuelle*. L'analyse quantitative et qualitative de la parole est au cœur de la recherche,

afin que l'énoncé soit mis en relation avec l'énonciation. Les informations concernant l'expérience menée sont également prises en compte : organisation spatiale de l'entretien, contacts avec le témoin, refus de l'entretien ou de son exploitation. Dans une troisième intervention, Agnès Callu et Violette Rouchy-Lévy (ENC) ont réfléchi à *La représentation du discours historien sur 68, gestuelle et témoignages*. En effet, deux des entretiens ont été filmés : celui d'Yves-Marie Bercé en 2006 et celui de Robert Fossier en 2007. Faut-il voir pour comprendre ? L'analyse critique du portrait est basée sur un décryptage des images (posture, censure du discours, silence...) afin que les entretiens filmés (restitués au format *split-screen* grâce à une double caméra) soient une véritable fenêtre sur l'intériorité identitaire et qu'ils puissent permettre d'approfondir la compréhension et l'analyse du discours. A la suite de ces interventions, Christian Ingrao a ouvert la discussion en soulignant le caractère d'hyper-objectivité de cette entreprise scientifique. L'équipe de recherche a apporté des précisions sur la nature des témoignages. Agnès Callu a indiqué, notamment, le refus de participation de Paul Ricœur, très intéressé par le séminaire de recherche, mais pour qui, évoquer de nouveau Mai 68, était un exercice trop douloureux. Henry Rousso a souligné qu'il fallait prendre en compte l'« *habitus* » professionnel de ces professeurs, dont la vocation les pousse à être de fins pédagogues.

La deuxième table ronde de la journée a été consacrée à *68 et les intellectuels : populations, individus et groupes sociaux*, sous la présidence d'Anita Guerreau-Jalabert, directeur de recherche au CNRS, ancienne directrice de l'Ecole nationale des Chartes. Michelle Perrot, professeur émérite de l'université Paris VII et « grand témoin », a exprimé son enthousiasme face à des recherches qui font passer l'objet Mai 68 d'un événement à un objet historique. La première interrogation de la table ronde s'est portée sur *La socialisation des historiens : de l'intra-histoire au profil scientifique*. Agnès Callu s'est interrogée : est-ce que le fait de se déclarer historien conduit à adopter des postures particulières ou est-ce uniquement une question de trajectoires personnelles ? Le premier facteur explicatif est celui de la génération. Viennent ensuite les influences de la famille, du milieu et de l'école, comme moule éducatif commun. Ces acquis semblent lourds et écrasants. La conscience historique apparaît quasi innée, les témoins ayant tous un goût, pas toujours expliqué, pour l'histoire. *Qu'est-ce qu'un historien ?* Bien loin de vouloir répondre à la question, Jean-François Moufflet (ENC) et Damien Richard (ENC) ont tenté d'apporter, sur la face sensible, leurs contributions à un thème très balisé dans une seconde communication. Le métier d'historien apparaît à la fois comme activité de travail et comme activité de loisir autant que de plaisir. La notion d'« intellectuel » est systématiquement rejetée par tous les historiens interrogés. Mai 68 est un événement marquant car il fait de ces historiens de simples citoyens face à l'événement historique et les oblige à mettre à l'épreuve leurs outils d'analyse. Après avoir étudié les historiens, une troisième communication s'est intéressée à la figure du *décideur culturel* à travers, en particulier, des portraits de doyens ou de recteurs. Myriam Chermette (ENC) a fondé son étude sur un corpus de quatre témoignages : Gérald Antoine, Philippe Sauzay, Emile-Jean Biasini et Emmanuel Poulle. Ils se trouvent au coeur de l'action en Mai 68 et doivent gérer leur institution, notamment en protégeant les bâtiments. Cette démarche, témoigne, plus que d'un quelconque engagement politique, de la volonté de garantir les institutions. Celles-ci sont, selon eux, à réformer, mais par le dialogue et la concertation et non pas par la révolte. Après Mai 68, leurs convictions ne sont pas ébranlées et ils veulent poursuivre les réformes. Gabriel Séjournant (Paris-Sorbonne) s'est intéressé, dans une quatrième communication, à un autre groupe d'acteurs de Mai 68 : *Les étudiants vus par les historiens : histoire d'une représentation sociale générationnelle*. Il a indiqué que Mai 68 est déterminant pour la constitution du groupe « jeune », qui devient un groupe social autonome. Pourtant, les jeunes viennent d'horizons différents : lycéens, étudiants, normaliens, chartistes ou élèves de Sciences Po. Les témoignages font état de l'incompréhension des plus anciens

face à la violence de ce nouveau groupe. Mai 68 est révélateur des attentes et des envies de chacun. A la fin de cette table ronde, la discussion s'est ouverte sur la question de la génération et de la spécificité des *baby-boomers*, à la marge de l'étude, puisque, comme l'a précisé Agnès Callu, la focale a été posée de façon prioritaire sur la génération des « 1922-1935 ».

La journée s'est clôturée – malgré l'absence très regrettée de Marc Ferro, gravement souffrant, mais qui a manifesté un soutien sans faille aux problématiques soulevées par l'équipe de recherche depuis 2006 - par un débat autour d'une initiative « grand public », *Paroles d'Historiens*, série documentaire produite par l'INA, fondée sur les témoignages de douze historiens. Sylvie Cazin, productrice du programme, a indiqué que le projet était né d'un partenariat avec la chaîne *Histoire* en 2001. Après sa diffusion à la télévision, le programme a été mis à la libre disposition du public sur le site [www.ina.fr](http://www.ina.fr). Agnès Callu, Valérie Carpentier (ENC) et Alain Dubois (ENC) ont nourri un débat autour de la différence entre le travail du journaliste et celui de l'historien, le premier, guidé par son objectif de diffusion/médiatisation, fléchissant parfois vers l'affectif, quand le second, empathique, recherche l'objectivité et l'objectivation du discours. La comparaison de l'auto-narration de Pierre Nora, interrogé conjointement par l'INA et l'ENC est éclairante ; quant au témoignage de Pierre Chaunu, enfermé dans un récit d'auto-justification dans le cadre de *Paroles d'historiens*, il prend de l'épaisseur si on le rapproche de celui de Claude Nicolet (interrogé à l'ENC), en poste comme lui à Caen en 68 : le rapprochement critique des deux trajectoires retient l'intérêt de l'historien sollicité par les spécificités d'un « Mai caennais ».

La deuxième journée du colloque s'est ouverte sur une première table ronde sous la présidence de Marc Lazar, professeur des universités à l'Institut d'Etudes politiques de Paris. Claude Nicolet, membre de l'Institut et « grand témoin », tenait à souligner son rôle d'historien de d'homme politique auprès de Pierre Mendès-France. La première table ronde a été consacrée aux *Identités politiques : dire ses convictions*. La première communication d'Agnès Callu portait sur *Conscience politique et conscience historique : copénétration ou cohabitation ?* Trois éléments sont à souligner : la naissance d'une conscience politique auprès de la famille, de l'école, l'autodétermination individuelle, dans le moule ou non, d'un itinéraire politique-type, générationnellement construit autour de l'Algérie, et la matérialité de l'engagement politique pour l'historien. Pour tous les historiens interrogés, instrumentaliser l'histoire constituerait alors « une sorte de péché » en sorte qu'ils adoptent un parallélisme notionnel « Histoire versus Politique », admis comme difficile à gérer. En marge de la problématique générale du colloque, Julie Pagis (ENS/EHESS) a isolé deux figures de *leaders* politiques, celles d'Alain Krivine et d'Alain Geismar qui participent aux événements comme militants. Alain Geismar milite au sein du SNESUP et Alain Krivine encadre les manifestations : ces événements ont influencé leur trajectoire politique. Dans un troisième temps, Myriam Chermette et Anne-Sophie Lechevallier se sont intéressées aux *Droites : postures et récits de réaction*. Pour ces hommes de droite, Mai 68 a profondément bouleversé leur vie quotidienne. La violence apparaît comme un trait caractéristique du mouvement. Ils sont moins engagés politiquement et rejettent Mai 68, puisqu'ils estiment que le mouvement a porté préjudice au système éducatif français. Enfin, dans une quatrième communication, Anne-Sophie Lechevallier et Cécile Formaglio (ENC) se sont intéressées aux femmes : *Femmes, quels partis pris ? Féminisme et gender studies*. Fondée sur un corpus de cinq entretiens, l'analyse lance des pistes de réflexion sur la question féminine marginale dans les débats qui animent la société française en 1968. Elles insistent sur le fait que la véritable révolution féministe intervient en 1970 et non en 1968. La rencontre entre le mouvement féministe et l'université n'intervient que quelques années après, avec la création à Aix-en-

Provence et à Jussieu de cours proposés par des femmes sur l'histoire des femmes, cours hérités de la réforme des universités de 68. La discussion, menée notamment par Anne-Marie Houdebine-Gravaud, linguiste et professeur à l'Université Paris V (déjà intervenue de façon très fructueuse sur les questions de lexicque et de sémantique lors de la première table ronde), s'est ensuite poursuivie par un débat sur les femmes et leur éveil à la politique.

La deuxième table ronde de la journée a été consacrée à *68 et les établissements d'enseignement supérieur : engagements individuels et bouleversements structurels* sous la présidence de Dominique Barjot, directeur de l'école doctorale d'Histoire moderne et contemporaine de l'Université Paris-Sorbonne. Ce dernier a fait état de la loi Edgar Faure, qui a permis la mise en place de l'autonomie des universités. Jacques Dupâquier, membre de l'Institut, se considère plus comme un « petit » témoin des événements, puisqu'il a été, selon son propos, spectateur engagé puis déserteur. En effet, Mai 68 a conduit à sa dépolitisation et à son engagement dans la défense de l'environnement. La première étude est consacrée à *l'Ecole des chartes versus l'Ecole normale supérieure : dissemblances*. Alain Dubois a notamment démontré la spécificité du Mai 68 « label chartiste » : caractère relativement endogame du mouvement, faible politisation des élèves et grand détachement de ces derniers face aux événements. Après avoir présenté le Mai 68 de l'ENS, il a insisté, en conclusion, sur les dissemblances entre les deux écoles - politisation et formation intellectuelle des élèves, participation au mouvement et types de revendications. Si une faible minorité d'élèves désire, en effet, réformer l'enseignement de l'ENC dans le sens d'une ouverture aux nouveaux champs explorés par l'historiographie, elle se heurte néanmoins aux réalités d'une Grande Ecole orientée vers l'apprentissage des sciences auxiliaires de l'histoire et des techniques d'érudition, tandis qu'aucune réforme majeure n'est entreprise à l'ENS. Ensuite, Valérie Carpentier et Benoît Corvez se sont intéressés à la question de *l'EPHE et de « l'esprit de la VI<sup>e</sup> section »*. L'EHESS semble être un microcosme favorable à l'épanouissement intellectuel autour de la figure contrastée et passionnée de Fernand Braudel. Les étudiants de l'EPHE sont en grève en Mai 68, non contre l'école, mais contre la Sorbonne. L'EHESS, fondée en 1975, veut se détacher de la figure de Braudel, tout en louant son rôle au sein de l'institution, et resserrer les liens entre anthropologie et histoire, dans cette ouverture des sciences sociales de la période *post-68*. Les discussions qui ont suivi la table ronde se sont focalisées sur la remarque de Dominique Barjot, qui a insisté sur la crise du monde des intellectuels dans la période *post-68*. Il a posé la question du conflit de générations et de la mutation du métier de chercheur après 68.

L'après-midi s'est ouvert sur un *Panorama des facultés françaises* sous la présidence de Jacques Berlioz, directeur de l'Ecole nationale des chartes. Jean-Jacques Becker, comme « grand témoin », n'a constaté aucune modification de son écriture de l'histoire après Mai 68. Il s'est remémoré le Mai 68 de Paul Ricœur et la façon dont ces événements avaient pu traumatiser la vie de certains de ses acteurs. Dans une première étude, Damien Richard est revenu sur *Le « cas Nanterre » : un essai de modélisation ?* Il s'agit d'analyser le rapport des historiens (mais aussi celui des philosophes, le témoignage d'Alain Pons sera analysé et mis en situation) exerçant à Nanterre avec le mythe de Nanterre, que l'historiographie a largement traité. Le corpus composé de sept témoignages d'historiens se divise entre les plus modérés autour de la figure de René Rémond et ceux qui refusent le mouvement comme François Crouzet et François Caron. Les éléments fondateurs du mythe sont repris : incident de la piscine, mouvement du 22 mars 1968 et incident du 26 janvier 1970. Pourtant, ce sont bien différentes histoires de Nanterre qui apparaissent, même si l'adhésion au grand mythe de Nanterre est à souligner. Ensuite, Violette Rouchy-Lévy a proposé d'effectuer un *Tour de France des « facultés de province »* pour considérer dans quelles mesures le modèle nanterrois a été reproduit. Les universités les plus récentes n'ont été que peu influencées par celle de Nanterre, reproduisant ainsi en mode mineur les événements du cadre nanterrois.

Quatre universités font figure d'exception : Rennes, Nantes, Caen et Aix, où les actions violentes font écho à celles de Paris.

La dernière table ronde a été consacrée au thème : *De l'histoire des mentalités à l'histoire culturelle*, sous la présidence de Christophe Prochasson, directeur d'études à l'EHESS, qui a souligné la nécessité de poser la question du lien entre Mai 68 et les sciences humaines et de voir l'évolution des disciplines historiques après Mai 68. Jacques Revel, directeur d'études à l'EHESS et « grand témoin », a insisté, en projective, sur le rapport au temps historique modifié par Mai 68. Dans une première communication, Jean-François Moufflet s'est attaché à montrer *l'impact de Mai 68 sur la médiévistique*. Mai 68 a favorisé, notamment, l'approche transdisciplinaire et a permis une meilleure diffusion des savoirs. Il a autorisé aussi de nouvelles études autour de l'histoire des animaux ou, par exemple, des vêtements. Le retour en force de l'histoire politique et de l'érudition après 68, certes renouvelées et s'appuyant sur les acquis des Annales, est assez édifiant et inattendu, puisqu'il va, en principe, à l'encontre des thématiques prônées autour de Mai 68. Pour ce qui est de *l'histoire moderne*, Alain Dubois a mis en avant les innovations *post-68* : faillite de la conception marxiste de l'histoire pour Jacques Dupâquier, triomphe immédiat de l'Ecole des Annales, marquée par la dilatation du territoire de l'historien, et massification de la culture avec diffusion à un large public des études historiques. Enfin, Agnès Callu s'est interrogée sur l'influence de Mai 68 sur *L'histoire du temps proche : évolution des champs, objets et matériaux*. Comme pour les autres champs historiques, Mai 68 a eu un effet d'accélérateur sur le renouvellement de l'histoire du temps présent, qui émergeait depuis plus de dix ans. L'historien à travers Mai 68 s'installe dans l'histoire immédiate en partant en quête de ressources élargies, en l'espèce les matériaux du temps présent, et notamment la masse critique issue de l'histoire orale. Après cette dernière intervention, les discussions ont porté sur la focale française du corpus des témoignages. La France ferait-elle figure d'exception dans l'historiographie ? Existe-t-il un mouvement similaire à l'étranger ? Cette piste de réflexion semble être un nouvel élément apporté à l'enquête déjà menée, bien que les rôles de Sciences Po et de l'Ecole française de Rome soient soulignés par Agnès Callu et Alain Dubois.

Pour conclure ce colloque, Daniel Roche a encouragé vivement l'entreprise à se modéliser. Il a souligné la méthode novatrice utilisée. Focaliser le champ de recherches sur la question des historiens est une manière originale d'aborder la question 68 et de montrer la diversité des réactions face aux événements.

*Le Mai 1968 des historiens* a le mérite de détacher l'événement 68 des interprétations mythiques et médiatiques de ces quarante dernières années au profit d'une étude scientifique et historique des événements. Cette étude, dirigée par Agnès Callu et conduite grâce à son équipe de recherche, est novatrice dans ses méthodes et la proposition de ses hypothèses historiques. Elle privilégie effectivement une interprétation historique et sociologisante de témoignages oraux recueillis auprès de grands historiens qui ont marqué et marquent toujours de leurs empreintes les recherches historiques fondamentales de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Elle se pose comme le résultat prometteur de la symbiose d'un groupe de jeunes chercheurs questionnant, en les problématisant, les prises de paroles analytiques d'une grande génération restituée au dialogue par l'audiovisuel. Les actes de ce colloque seront publiés rapidement, enrichis d'un supplément sonore proposant l'écoute d'une large partie des entretiens.

***Annexe : Corpus fabriqué entre 2004 et 2007.***

*Maurice Agulhon, Gérald Antoine, Jean-Pierre Azéma, Bernard Barbiche, Jean-Pierre Babelon, Jean-Jacques Becker, Yves-Marie Bercé, Serge Berstein, Emile-Jean Biasini, André Burguière,*

*François Caron, Hélène Carrère d'Encausse, Jean-Paul Chadourne, François Chamoux, Philippe Contamine, Alain Corbin, Claude Collin-Delavaud, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, François Crouzet, Jean Delumeau, Jacques Dupâquier, Jean Favier, Marc Ferro, Robert Fossier, Alain Geismar, Gérard Giordanengo, Alain Guerreau, Louis Holtz, Alain Krivine, Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Mandouze, Jean-Marie Mayeur, Marie-Renée Morin, Georges Mouradian, Claude Nicolet, Pierre Nora, Christian Oppetit, Michel Pastoureau, Michelle Perrot, Françoise Picq, Alain Pons, Emmanuel Poulle, Michel Quétin, René Rémond, Jacques Revel, Jean Richard, Pierre Riché, Daniel Roche, Marc Sanson, Philippe Sauzay, Jean-Claude Schmitt, Cécile Souchon, Pierre Toubert, Françoise Vieillard, Jean Wirth.*